

DÉLIBÉRATION n°2023-01
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 15 mars 2023

Adoption du compte-rendu du Conseil d'Administration
du 14 décembre 2022

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'éducation,

Vu les statuts de l'IEP de Rennes, en particulier l'article 23-1 du règlement intérieur tel qu'adopté par la délibération 2016-25 du 23 mai 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article unique

Le compte-rendu du Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes du 14 décembre 2022 est adopté.

Membres en exercice : 29 membres
Membres présents ou représentés : membres

Votes : Refus de participer au vote :
 Abstention :
 Contre :
 Pour : 19

Délibération : **adoptée.** refusée.

15 mars 2023

Le Président
du Conseil d'Administration



Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :

Compte-rendu du conseil d'administration du 14 décembre 2022 (8 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :

Présents

- (1) M. Jérôme Lartigau
- (2) M. Yann Lejolivet, Président du Conseil d'administration
- (3) Mme Audrey Ballu-Gougeon
- (4) Mme Corinne Poulain
- (5) Mme Marie Laure Collet
- (6) Mme Emmanuelle Rousset
- (7) M. Vincent Valentin
- (8) M. Romain Pasquier
- (9) M. Thibault Tellier
- (10) M. Emmanuel Couet
- (11) Mme Claire Toupin-Guyot
- (12) M. Nicolas Escach
- (13) M. Gil Desmoulin
- (14) Mme Marta Iglesias
- (15) Mme Adeline Thobie
- (16) Mme Charlotte Jegouic
- (17) Mme Maëla Merrer
- (18) M. Dimitri Guézel
- (19) Mme Lucille Derolez
- (20) Mme Nathalie Pruchon

Représentés

- (21) Mme Laurence Bertrand-Dorléac
- (22) M. David Alis

Membres ayant voix consultative

M. Pablo Diaz, Directeur de l'IEP
M. Vincent Brunie
M. Antoine Hurtaut

Invités

- (23) M. Guillaume Julien
- (24) Mme Cyrielle Leclerc
- (25) M. Cyril Rams
- (26) M. Alan Leroux (rectorat)
- (27) M. Sébastien Chable
- (28) M. Hugues Parola

M. Lejolivet, Président du Conseil d'administration, donne lecture des différentes procurations.

| | | |
|-------------------------------|-----------------|--------------------|
| Mme Laurence Bertrand-Dorléac | Donne pouvoir à | M. Yann Lejolivet |
| Mme Maryvonne Le Brignonen | Donne pouvoir à | M. Jérôme Lartigau |
| M Hadrien Jehan | Donne pouvoir à | Mme Maëla Merrer |

• Adoption du budget initial 2023

M. Diaz explique que plusieurs éléments de contexte ont perturbé les trajectoires de dépenses et de recettes pour la période 2022-2023. Du fait de l'inflation, les dépenses augmentent, alors que les recettes restent stables, ce qui implique une perte de pouvoir d'achat. Au vu du contexte géopolitique et de la contrainte environnementale, il y a de fortes chances pour que l'inflation soit structurelle. Ce mouvement inflationniste s'accompagne en France par l'accroissement du déficit et des dettes des administrations publiques, ce qui impactera la capacité de dépense de l'Etat et des collectivités locales. Des politiques

publiques ont toutefois eu un impact positif sur l'enseignement supérieur, notamment la loi de programmation pour la recherche (LPR) et le plan de relance suite à la crise Covid (financements pluriannuels d'investissement). Quant au contexte de l'IEP, il a été marqué par différents événements : le rapport d'évaluation du HCERES, la négociation du nouveau contrat de site 2022-2027, le premier dialogue stratégique de gestion des établissements non-RCE et la création de l'Université de Rennes.

Le budget initial repose sur plusieurs principes :

- Un budget en équilibre des recettes et des dépenses courantes ;
- une dynamique de ressources propres et maîtrise des dépenses ;
- le maintien des droits d'inscription constants depuis 2013 ;
- la création de trois nouveaux parcours master en alternance ;
- le renforcement des fonctions supports stratégiques et à effet de levier ;
- le financement d'une vie étudiante dynamique ;
- le plan pluriannuel d'investissement ambitieux.

M. Julien rappelle les différentes étapes du cycle budgétaire :

- les prévisions d'exécution 2022 ;
- le budget initial 2023 ;
- l'arrêt du compte financier 2022 ;
- le budget rectificatif 2023 ;
- les prévisions d'exécution 2023.

Il rappelle également que les établissements publics doivent présenter leur budget de deux manières : une présentation budgétaire (somme des opérations de l'année) et une présentation comptable (somme des opérations de l'année en tenant compte d'opérations non budgétaires mais qui ont un impact sur la situation financière de l'établissement ainsi que le rattachement de toutes les charges restant à payer et de tous les produits restant à recevoir à l'exercice). La gestion budgétaire et comptable se fonde également sur les notions d'autorisations d'engagement (AE) (engagement pluriannuel) et les crédits de paiement (CP) (crédits prévus pour l'année).

M. Diaz poursuit en indiquant que le projet budgétaire s'articule autour de cinq axes stratégiques :

1. l'indispensable coopération institutionnelle ;
2. l'incontournable transformation pédagogique ;
3. l'impératif de recherche d'excellence ;
4. la nécessité d'une vie étudiante épanouie et des conditions d'études de qualité ;
5. l'exigence de RSE.

Il rappelle qu'à l'occasion de son trentième anniversaire l'été dernier, l'IEP a dévoilé sa raison d'être : un IEP humaniste pour ne jamais cesser d'apprendre et ensemble prendre soin du monde. Cette raison d'être permettra à l'IEP de se projeter dans l'avenir et de construire ses futurs budgets à la hauteur des très nombreux enjeux, notamment vis-à-vis des jeunes.

L'IEP est un établissement public administratif (EPA), sans compétences et responsabilités élargies. Ses crédits se répartissent donc en deux enveloppes : l'enveloppe Etat comprend l'ensemble des rémunérations liées au traitement de base des fonctionnaires titulaires et le budget propre de l'établissement qui comprend tous les autres crédits. Le vote du CA concerne le montant et la répartition de la seconde enveloppe.

L'enveloppe Etat représente un montant annuel d'environ 4,2 millions d'euros et une délégation de 53 emplois (32 enseignants et 21 BIATSS). Lors des négociations avec la DGESIP le 1^{er} décembre 2022, l'IEP a demandé la création d'une quinzaine de postes d'enseignants-chercheurs, d'enseignants et d'administratifs supplémentaires. Cette création de postes statutaires permettrait à l'IEP de rattraper son retard par rapport aux autres IEP français en termes de taux d'encadrement et d'assurer les moyens de son développement pour les prochaines années.

Au sein du budget propre de l'IEP, les prévisions de recettes s'établissent à 5 931 962 euros (23% de subventions publiques, 26% de subventions pour charge de service public, 1% de CVEC et 50% de ressources propres). Les prévisions de recettes hors recettes d'investissement s'établissent quant à elles à 5 131 962 euros (58% de recettes de fonctionnement et 30% de subventions pour charge de service public). Malgré le contexte inflationniste, ces subventions sont restées stables ou ont diminué en euros constants ces dernières années, ce qui oblige l'IEP à développer ses ressources propres et à créer des postes contractuels, pour assurer l'ensemble des fonctions administratives. Il est à noter que l'IEP a réussi à obtenir, par ses projets, 590 200 euros de crédits de fonctionnement supplémentaires depuis fin 2021. Il a également obtenu 6 200 000 euros de financements en investissement, à raison de 4 millions d'euros au titre du plan de relance et 2,2 millions d'euros au titre du projet de bibliothèque. Ce plan de relance est très important, car il permettra de financer les travaux d'isolation thermique et de réaliser des économies d'énergie significatives. Quant à la bibliothèque, il s'agit d'un projet très ambitieux d'un coût total de 4 millions d'euros, financé à hauteur de 1,3 million d'euros par le département et 900 000 euros par la métropole.

Les prévisions de dépenses s'établissent à 6 401 791 euros (45% de dépenses de personnel, 31% de dépenses de fonctionnement et 24% de dépenses d'investissement). Une fois intégrés les 4,2 millions d'euros de l'enveloppe Etat, il apparaît que les dépenses de personnel représentent 66% des dépenses totales.

M. Parola explique le tableau des dépenses de personnel 2023, sur lequel les administrateurs devront se prononcer. Il est le fruit d'un travail de prévision des dépenses et de consommation des emplois sur les ressources propres en 2022 et d'un travail sur les hypothèses budgétaires à fin 2023. Les emplois « sous plafond » comprennent toutes les dépenses et les consommations d'emplois financées pour tout ou partie par le Ministère. Les emplois « hors plafond » comprennent quant à eux toutes les dépenses qui ne font pas l'objet d'un financement de la tutelle. Le total des emplois sous plafond est de 19 ETPT et le total des emplois hors plafond est de 27 ETPT.

M. Diaz souligne que l'IEP accueille environ 400 intervenants extérieurs chaque année, qui réalisent environ 9000 heures pour un coût de 500 000 euros. Les enseignants et enseignants-chercheurs de l'IEP, quant à eux, réalisent un volume de 3641 heures complémentaires pour un coût de 158 312 euros par an. Toutes ces heures de travail cumulées représentent quasiment 32,8 postes (si l'on se base sur le service moyen d'enseignement de 384 heures). L'IEP demande donc un rattrapage de 15 postes au Ministère, mais son besoin réel est de 32,8 postes. Un IEP qui se projette dans l'avenir doit développer ses ressources propres.

M. Julien indique que les dépenses d'investissement, hors plan de relance, s'établissent à 1 569 000 euros et portent notamment les actions en faveur de la transition numérique et de la rénovation des locaux.

Avant de passer à la délibération, M. Diaz met l'accent sur plusieurs points de vigilance :

- une subvention pour charge de service public stable dans un contexte inflationniste ;
- une faiblesse des emplois statutaires comparativement aux autres IEP ;
- un nombre très élevé d'heures complémentaires ;
- l'incertitude sur la négociation du contrat d'établissement.

Ainsi que sur les points forts de l'IEP :

- un fonds de roulement qui permet d'investir ;
- une capacité à dégager des ressources propres ;
- une maîtrise des dépenses ;
- une économie structurelle d'énergie grâce aux investissements ;
- un EPA non RCE non percuté totalement par la nécessité de financer la hausse du point d'indice de la rémunération des agents titulaires ;
- des résultats positifs du dialogue de gestion dans le cadre du Titre 2 ;
- une future compensation des boursiers ;
- le repyramidage ;
- la nouvelle organisation ;
- un établissement composante de l'Université de Rennes.

M. Julien précise que les documents faisant l'objet d'un vote du conseil d'administration sont le tableau des autorisations d'emplois, le tableau des autorisations budgétaires, le tableau d'équilibre financier et les tableaux de situation patrimoniale. Tous les autres tableaux sont communiqués pour information.

Il donne lecture de la délibération :

Article 1 – Autorisations budgétaires

- **19 ETPT sous plafond et 31 ETPT hors plafond**
- **6 401 791 €** d'autorisations d'engagement dont :
 - 2 853 391€ en personnel
 - 1 979 254€ en fonctionnement
 - 1 569 146€ en investissement
- **6 401 791 €** de crédits de paiement
 - 2 853 391€ en personnel
 - 1 979 254€ en fonctionnement
 - 1 569 146€ en investissement
- **5 931 962 €** de prévisions de recettes
- **- 469 829 €** de solde budgétaire (déficit)

Article 2 – Prévisions comptables

- - **506 090 €** de variation de trésorerie (prélèvement)
- **0 €** de résultat patrimonial
- **223 608 €** de capacité d'autofinancement
- - **650 538 €** de variation de fonds de roulement (prélèvement)

M. Neuville remercie l'IEP pour la qualité des travaux qui ont été menés suite aux remarques qu'il a formulées lors de la première présentation des documents budgétaires. Il note cependant que les emplois hors plafond ont augmenté de 15 ETPT sans que le niveau de ressources propres ait à ce point augmenté. Il propose de discuter de ce point avec le rectorat au moment du compte financier.

M. Lejolviet rejoint l'avis de M. Neuville et souscrit à sa proposition.

M. Le Roux confirme que le service académique se rendra disponible pour participer à de tels échanges.

M. Diaz assure que l'IEP tâchera d'organiser ces échanges suffisamment en amont et que les ajustements nécessaires seront apportés.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. Lejolviet remercie toutes les personnes qui ont contribué à l'élaboration de ce document qu'il juge très complet et très contextualisé et assorti d'engagements.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.